

## Réseau Wresinski Participation, Croisement des savoirs

### Compte-rendu de la journée d'études du 9 janvier 2016

Après un tour de table de présentation des participants (voir à la fin de ce compte-rendu) et l'excuse des absents,

**Claude Ferrand** situe l'objet de cette journée d'études dans l'histoire du Réseau Wresinski Participation, Croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté.

Face au développement des co-formations et aux nombreuses sollicitations, le conseil d'orientation du Réseau a souhaité aborder le **thème de la formation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale par les associations qui sont en relation avec elles**. Formation, au sens d'intéresser, de soutenir et d'aider les personnes à construire leur pensée et leur parole à partir de leur expérience de vie, afin qu'elles puissent croiser leur savoir avec d'autres et participer à des projets communs.

Malgré les efforts des associations, beaucoup de personnes ne sont pas rencontrées, restent isolées, exclues de la participation, sans pouvoir de parole, sans pouvoir d'agir.

**Pour introduire les échanges sur ce thème de la formation, quelques associations, membres du Réseau, font part de leur approche associative et de leurs pratiques pour intéresser, soutenir, accompagner, se former avec des personnes en situation de pauvreté, en pointant les réussites, les difficultés, leurs questions.**

**Vincent Divoux, directeur du centre social des 3 cités à Poitiers**, association socio-culturelle qui travaille la démarche participative depuis 20 ans.

L'inscription dans des méthodes autour du croisement des savoirs a été un choix validé politiquement par le conseil d'administration, par exemple lors du renouvellement du dernier contrat projet qui est un plan d'orientation pour 4 ans.

*4 salariés du centre social se sont formés à l'animation du croisement des savoirs avec ATD.*

Un des axes importants est de *ne jamais se contenter des personnes qui sont là, mais de toujours essayer d'aller vers les personnes qui ne sont pas là*. Faire du porte à porte, faire les sorties d'école, dans la rue, aller vers des gens qui sont assis sur des bancs, y compris dans les arrêts de bus etc. Dès qu'on arrête ça, on se renferme.

Le centre social essaie de se donner des objectifs chiffrés pour soutenir cet effort. Les termes employés ne sont pas « pauvres », mais « personnes éloignées » de l'école quand on traite de questions d'école ou éloignées de l'emploi, etc.

Le 2<sup>ème</sup> point appris de la formation, est *le fonctionnement par groupes de pairs* qui est maintenant très instaurée au centre social. La réalité, quand tout le monde parle en même temps, est que ce sont toujours les mêmes qui dominent la parole.

En ce qui concerne le croisement dans la confrontation, Vincent explique que des difficultés sont apparues. Pour la réforme du rythme scolaire, il avait été proposé de croiser les savoirs avec les parents, les enseignants, les animateurs sur ce qu'ils voulaient comme projets éducatifs sur le territoire. Un groupe d'une vingtaine de parents a bien préparé mais le croisement n'a jamais pu se faire dans le même temps pour tout le monde. Un croisement en temporalité décalée a été proposé. Le groupe de parents a écrit des propositions, le groupe d'animateurs et le groupe d'enseignants ont fait la même démarche.

Les groupes ont réagi sur les propositions des autres. Il a été souhaité de poursuivre le croisement dans les réunions trimestrielles mais si les parents avaient bien préparé, les enseignants n'avaient pas préparé et comme ils avaient plein d'idées, les parents se sont fait noyer et les animateurs se sont fait déborder. Vincent conclut son intervention en disant : *Ça a été en même temps très instructif parce qu'on a pu le reprendre avec les parents et on a pu avancer.*

## **Noëllie Greiveldinger du Pôle Ressources en Développement social (PRDS) des Pyrénées Orientales en lien avec l'IRTS de Perpignan**

En 2013, Noëllie Greiveldinger et sa collègue Elsa Piou ont créé un *Réseau Ressources départemental destiné à des professionnels* désirant monter des actions collectives et des démarches participatives et souhaitant partager leur questionnement, approfondir leurs questions, expérimenter des outils.

En 2014, *un groupe de personnes en situation de précarité s'est constitué, qui s'est appelé « les Portes-voix »*. Ces personnes avaient une expérience de participation et étaient motivées parce qu'elles voulaient que le rapport avec les travailleurs sociaux change.

*Mise en place des groupes de pairs*, puis temps communs pour échanger en identifiant les points qui semblaient importants sur les conditions pour travailler ensemble et sur les représentations que chacun pouvait avoir sur le travail social et sur les conditions de vie des personnes.

Des journées d'études sur différents thèmes ont eu lieu : comment et pourquoi favoriser la participation des plus éloignés de la prise de parole et des décisions ? la place des élus dans la participation.

*Le groupe des Portes-voix a exprimé le besoin de pouvoir se rencontrer hors institutions* avec d'autres personnes en situation de pauvreté pour prendre du recul, échanger sur des thématiques qui les concernent et élaborer des points de vue communs, et aussi le besoin d'être parfois aidés individuellement.

Noëllie et Elsa ont recherché une structure associative. Une rencontre a eu lieu avec deux bénévoles du Secours Populaire intéressés par la démarche de croisement suivie d'une rencontre avec le groupe des Portes-voix en projetant le film d'ATD sur le croisement.

En novembre 2015, *une co-formation* a été réalisée par le croisement des savoirs et des pratiques à destination des travailleurs sociaux et tuteurs de stage d'étudiants avec 4 militants ATD et 2 personnes Portes-voix.

Les suites de cette co-formation sont : continuer à travailler avec les professionnels qui ont fait la co-formation pour voir ce qu'ils peuvent mener comme actions au sein de leur institution et pendant l'année 2016, il y aura une expérimentation du croisement des savoirs en formation initiale auprès des étudiants travailleurs sociaux.

Noëllie termine son intervention en parlant de la collaboration souhaitée avec le Secours Populaire pour qu'il puisse s'associer à cette expérimentation du croisement des savoirs. D'autre part, *le Secours Populaire voudrait créer des rencontres-débats avec des personnes en situation de pauvreté autour de thèmes précis qui les concernent, avec le projet d'aller vers une Université populaire, mais c'est un projet ambitieux qui prendra du temps*.

## **Emmanuelle Murcier, Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP), Universités Populaires des Parents (UPP)**

L'ACEPP est à l'origine de la Fédération des crèches parentales. Son élément fondateur est la co-éducation, parents, professionnels pour parvenir à une éducation qui soit meilleure.

En 2005, en réponse à un discours sur la démission des parents avec une stigmatisation des parents du milieu populaire, l'ACEPP a créé les UPP.

*L'idée est que les parents puissent mener une recherche eux-mêmes sur une question qui les intéresse autour de la parentalité*. Ce sont eux qui choisissent le thème, par ex la réussite scolaire, les relations parents-professionnels dans la protection de l'enfance, être parents d'un enfant en situation d'handicap...

Les populations impliquées dans les UPP sont pour 15 à 20% de parents qui sont en situation d'illettrisme, 10% de parents qui ont un bac +3 et la plupart sont des parents qui ont arrêté leurs études au collège.

Pour Emmanuelle, il y a deux éléments qui permettent la participation des parents les plus éloignés du savoir officiel : *le cadre et la posture*.

*Le cadre des UPP est de partir des préoccupations individuelles des parents qui sont souvent très centrées sur leurs enfants. Au fur et à mesure des rencontres, les parents se rendent compte que leurs questions ne sont pas que des questions personnelles, pas que des questions psychologiques. Une question de recherche collective peut être construite. Ils arrivent à contextualiser leurs questions avec des éléments politiques, économiques, sociaux qui interviennent.*

*Un universitaire est là pour les soutenir méthodologiquement, leur expliquer ce qu'est une hypothèse, ce qu'est une problématique... L'universitaire n'intervient jamais dans le contenu.*

*Chaque UPP est animé par un professionnel formé par l'ACEPP (rencontres tous les deux mois). Ce professionnel doit être à la fois distant et proche, une certaine convivialité doit exister entre l'animateur et les parents pour que les parents puissent se sentir à l'aise et reconnus. C'est une question de posture. Les parents disent ce qu'ils ont envie de dire, le professionnel est tiers, il n'est pas travailleur social. La recherche dure 3 ans avec un groupe de parents. Au bout des 3 ans, des rencontres sont proposées avec d'autres acteurs : des enseignants, des élus, des travailleurs sociaux, d'autres parents... Ces rencontres sont appelées des actions citoyennes. Les parents font des interventions dans des écoles de travail social. L'UPP se termine avec un ouvrage et un colloque.*

*Pour Emmanuelle, le fait que l'ACEPP ne soit pas impliquée au niveau local est très important, car un groupe de parents au niveau local peut être instrumentalisé par les élus, les travailleurs sociaux... Les parents se réfèrent à la méthodologie ACEPP qui est nationale avec une charte.*

*En conclusion, Emmanuelle dit qu'il n'y a pas de formation en tant que telle des parents : c'est en vivant les choses avec eux que les parents se forment. Il y a des questions qui se posent : comment on contourne les problèmes d'écriture, de compréhension de certains etc..*

### **Marianne de Laat, Ateliers du croisement des savoirs, ATD Quart Monde**

Marianne cite la réponse d'une militante d'ATD lors du séminaire épistémologique en réponse à une question posée : comment devient-on militant d'une association comme ATD Quart Monde ? « *On ne peut pas faire le premier pas, on ne va pas frapper à la porte d'une association quand on vit dans la misère, dans l'isolement. Il faut que quelqu'un vienne nous chercher, tout en respectant notre rythme. Il faut venir régulièrement, sans être intrusif, sans nous abandonner non plus* ».

Cette démarche d'aller à la rencontre des gens pour bâtir un lien de confiance, qu'ils comprennent qu'ils ont des choses à dire que personne d'autre ne peut dire à sa place peut être parfois très longue. Il est proposé à la personne rencontrée de rejoindre un groupe de préparation d'une *Université Populaire Quart Monde* avec des personnes qui vivent la grande pauvreté, des pairs, avec lesquelles elle peut découvrir qu'elle n'est pas seule à vivre des conditions difficiles et peut-être se dire qu'elle n'est pas coupable. Lors de la rencontre mensuelle de l'Université Populaire Quart Monde, avec des personnes qui n'ont pas vécu la pauvreté, les participants apprennent à dialoguer, à exprimer leur pensée compréhensible par tous dans un cadre bienveillant parce que les participants ont en commun le refus de l'injustice de la pauvreté.

*Les étapes pour construire le dialogue :*

*. La réflexion individuelle.* L'Université populaire Quart Monde a toujours un thème et chacun reçoit une lettre d'invitation où est annoncé le thème avec un questionnement. Chacun commence par une réflexion individuelle : qu'est-ce que j'en pense ?

*. Le groupe de pairs* qui vivent des conditions de vie difficiles dans le même quartier, la même ville. A partir des expériences, des réflexions des uns et des autres, se bâtit une réflexion commune respectant les différents points de vue.

*. Le temps de partage avec d'autres groupes de personnes* qui n'ont pas l'expérience de la pauvreté et un invité qui a un savoir sur le thème, mais qui écoute d'abord les groupes avant d'entrer en dialogue. Ces trois étapes se retrouvent dans le travail en croisement des savoirs avec des professionnels, des chercheurs, des élus...

L'équipe des Ateliers du croisement des savoirs propose aux personnes qui ont participé à des actions en croisement, *des temps de formation* de 2 ou 3 jours, avec comme objectifs :

*. mieux comprendre la démarche de croisement des savoirs et son histoire*

*. travailler ses compétences en vue de la validation des acquis par l'expérience*

. prendre du recul sur l'action en pointant les difficultés rencontrées, par ex : comment mieux écouter les autres et prendre en compte ce qu'ils disent et ne pas rester centré sur sa propre expérience, comment ne pas parler de sa vie privée aux professionnels au cours des co-formations, comment analyser un récit d'expérience, etc..

Les personnes en situation de pauvreté devenues militantes disent : pour qu'on puisse construire notre savoir et apprendre des autres, on a besoin de gens qui nous accompagnent, qui nous questionnent, qui nous écoutent, qui nous poussent dans notre réflexion, qui nous bousculent et qui osent nous dire : là tu dis une connerie !

Marianne termine son intervention en disant que « *accompagner, être référent des personnes en situation de pauvreté dans le processus de croisement des savoirs ne va pas de soi, cela s'apprend* ». Il s'agit de bien connaître le milieu de la pauvreté, l'avoir côtoyé pour pousser la réflexion, et de mettre un cadre : on ne se moque pas, on se respecte, on s'écoute, on ne parle pas à la place des gens, on ne finit pas les phrases des gens, on ose dire quand on ne comprend pas et on pousse l'autre à s'expliquer.

**A partir de ces 4 interventions, deux questions sont travaillées en trois groupes :**

- 1- A partir des pratiques associatives, des démarches participatives, quelles sont les méthodes d'intéressement, de soutien, d'accompagnement, de formation mises en œuvre pour aider les personnes les plus éloignées à construire leur parole, leur pensée, leur savoir collectif pour qu'elles puissent les croiser avec d'autres ?
- 2- Quelles sont les conditions pour que dans un même territoire, des associations puissent mettre en commun leurs forces, leurs compétences et leurs moyens au niveau de la formation, pour que des personnes vivant la pauvreté puissent participer, contribuer à des projets communs en croisement des savoirs et des pratiques ?

### **Mise en commun des groupes**

#### **✓ groupe dont Laurent Sochard est rapporteur**

Le groupe a travaillé sur plusieurs questions :

- *l'accompagnateur de la démarche de croisement* qui aide à ce qu'une parole collective émerge et se structure doit-il s'inscrire dans un cadre associatif porteur reconnu ? Un cadre éthique qui crée une légitimité rattaché à un Mouvement national qui évite l'instrumentalisation, la récupération semble nécessaire.

- *comment rejoindre les plus pauvres ? Comment repérer sur un territoire les forces associatives qui ne soient pas dans des logiques d'aide classique ? Le rapport entre les très pauvres et le monde populaire ?*

Dans la démarche de croisement, le rapport avec les personnes en situation de pauvreté n'est pas celui de aidant-aidé, mais un rapport de dépendance réciproque qui fabrique du lien social sur un territoire grâce à la diversité des acteurs.

La participation de personnes très pauvres remet parfois en cause la parole de certains représentants « attitrés » des lieux de concertation. C'est un objectif commun, l'envie commune de changer les choses qui apporte la cohésion sociale sur un territoire en refusant la division entre les « bons » pauvres et les « mauvais » pauvres et en créant des espaces pour que les « plus éloignés » puissent se faire entendre et apporter leurs propositions.

- *partir d'un projet concret pour unir les forces sur un territoire*, les institutions, les professionnels, les associations citoyennes...par ex une semaine de la solidarité, l'organisation de la journée du 17 octobre, un projet local avec des mouvements alternatifs...

L'association Accorderie travaille à Chambéry sur le lien entre la consommation et la lutte contre la pauvreté. La lutte contre la grande pauvreté peut s'inscrire dans un contexte plus global de refondation de la démocratie, des modes de vie... pour bâtir des alternatives au niveau local. Ces alternatives sont plutôt portées par des mouvements représentés par les classes moyennes mais il y a une convergence à opérer pour rejoindre les plus pauvres. Il s'agit de repérer des chemins communs.

### ✓ groupe dont Patricia Cousin est rapporteur

Le groupe a travaillé sur la question : comment, sur un territoire, mettre en commun nos approches, comment faire participer les citoyens, comment insister sur le partage ?

Un constat a été fait : rien ne peut être fait sans que les personnes concernées soient au centre du processus. Comment faire pour déceler et mobiliser l'ensemble des acteurs et éviter que chaque association ne s'éparpille avec une action qui serait diminuée du fait d'agir seule.

Quatre conditions :

- *Ne pas banaliser le participatif* et pour cela, il faut une volonté de départ pour le construire. Il y a un rôle d'éveil de l'intérêt du travail commun en croisement à jouer.
- Il faut *de la continuité dans le temps*, voir les associations dans leur vécu, leur histoire qui s'enracine dans leur réalité. Ne pas être tout le temps dans l'immédiateté des politiques qui demandent toujours à produire des résultats.
- Il faut une posture particulière dans *l'accompagnement* et être bien précis sur ce mot. L'accompagnement individuel est soutien, choisi, avec un lien de confiance réciproque. L'accompagnement de groupe prend en compte à la fois l'autonomie de la pensée de chacun et la complémentarité. L'accompagnement est un compagnonnage et non un accompagnement tutelle.

Nous avons noté aussi l'importance d'un espace tiers (rôle d'accélérateur et de bouclier) et la difficulté de la posture quand, dans une association, le soutien est fait par un salarié professionnel qui a à la fois son mandat professionnel et le rôle de soutien et de mise en confiance des personnes en situation de précarité. Ce qui veut dire qu'il y a une certaine perméabilité entre les différents statuts quant à la posture, mais il faut en avoir conscience. On a parlé d'un rôle de passeur.

- Il faut *le soutien individuel*. Même si on est dans une approche collective, il est important de soutenir les personnes individuellement pour pouvoir libérer la capacité d'agir.

Pour mettre en commun nos forces, il faut adhérer et se former à une méthode commune dans le sens du croisement des savoirs et des pratiques.

### ✓ Groupe dont Frédéric Subbiotto est rapporteur

- Le groupe est parti des exemples de Perpignan et de Lille-Fives. Ce qui ressort c'est la *motivation et de prendre le temps*. Il faut apprendre à se connaître entre structures et associations pour bien s'identifier, savoir ce que chacun souhaite et voir quelles sont les valeurs communes pour trouver un projet commun.

Ensuite, il faut *construire un cadre* avec des personnes formées à l'animation de temps de croisement des savoirs, mais il faut aussi se former ensemble sur le terrain entre associations en s'accompagnant mutuellement.

- *Relation avec les structures institutionnelles*. Pour permettre la participation des personnes en situation de pauvreté, une évolution des structures est nécessaire. Quand une institution commence à travailler avec une association, il est important que l'information circule au sein de l'institution. Par ex. aller à la rencontre des plus pauvres, des plus éloignés, ce n'est pas facile. Il faut pouvoir bien s'expliquer sur ce qui se passe, pourquoi ça prend du temps etc, c'est un changement de culture. Coopérer ensemble sur un territoire, cela veut dire co-construire.

- *Travail entre associations*. Différentes associations réfléchissent et mettent en œuvre la participation, certaines vont jusqu'au croisement des savoirs. Le besoin est exprimé de partager, d'analyser les pratiques des unes et des autres, ce qui réussit et aussi les difficultés, les échecs.

*Sur un territoire*, la participation se joue aussi au niveau politique. Plusieurs actions sont évoquées : mener des projets ensemble, alterner entre des temps de pratiques communes et de prise de recul à travers des colloques, des séminaires où on fait évoluer le niveau politique.

Ce travail territorial peut être appuyé au niveau national par la légitimation des démarches de croisement des savoirs par la recherche, des masters.

**En guise de conclusion provisoire** à cet échange sur les pratiques, **Claude Ferrand** souligne que le moment est peut-être venu, lié à la conjoncture, de prendre les moyens entre différentes associations qui se rapprochent de la démarche de croisement des savoirs, de se mettre ensemble et de créer les conditions pour que les plus éloignés participent à des projets communs sur un même territoire.

## **Le séminaire épistémologique sur les recherches participatives en croisement des savoirs avec des personnes en situation de précarité et de pauvreté**

Le séminaire s'est tenu du 2 au 5 novembre dans les locaux du CNAM à Paris. Il a réuni 23 chercheurs de différents centres de recherche, 11 professionnels (formateurs, intervenants sociaux et membres d'ATD Quart Monde) et 5 personnes issues des milieux de pauvreté (ATD et UPP). Ce séminaire a été conçu, co-piloté et co-animé par un comité de pilotage composé de deux personnes du CNAM avec le soutien du laboratoire LISE, Marcel Jaeger et André Moisan ; deux personnes d'ODENORE, Philippe Warin et Nathalie Blanchet chargée d'étude ; 3 personnes d'ATD, Patrick Brun, Marianne de Laat et Claude Ferrand.

**L'objectif de ce séminaire était de travailler des questions qui se posent et font débat sur le plan éthique, méthodologique et épistémologique :**

- sur les savoirs, leur identité, spécificité, interaction, la co-construction et la plus-value du croisement avec des personnes en situation de pauvreté,
- sur les finalités, la reconnaissance et la validité scientifique d'une recherche participative en croisement,
- sur les conditions du processus relationnel et de connaissance du croisement.

Ces questions ont été élaborées les 5 et 6 mai par les acteurs de trois recherches participatives et en croisement des savoirs : une recherche sur les jeunes sortant de la protection sociale de l'enfance, une recherche avec des chercheurs pairs sur leur monde, à Créteil ; une recherche des UPP à Albertville sur « Quelles reconnaissance des compétences parentales en protection de l'enfance ? » et les recherches d'ATD Quart Monde des groupes Quart Monde-Université et Quart Monde Partenaire. La méthode utilisée a été celle du croisement des savoirs en trois groupes de pairs : les chercheurs, les praticiens, les personnes en situation de précarité et de pauvreté, tous ayant été acteurs des recherches participatives.

Pour le séminaire de novembre, le comité de pilotage a demandé au groupe des « acteurs sociaux en situation de pauvreté » (membres des UPP et d'ATD) de faire une intervention sur comment ils passent d'une expérience individuelle à un savoir collectif, à partir de leur propre expérience. Ils ont expliqué les étapes : une réflexion personnelle que l'on questionne, ensuite par groupe de pairs, puis avec d'autres, en insistant sur le fait qu'il y a un aller-retour entre ces trois étapes.

Marianne de Laat explique que cette intervention au début du séminaire a donné le ton parce qu'elle témoignait de l'intelligence des personnes en situation de pauvreté sur le plan du contenu et de la méthode. Et tout au long du séminaire, les participants se sont référés à cette intervention. Pour la problématique des savoirs, Laurent Sochard est également intervenu; pour la problématique sur les finalités et la reconnaissance Hugues Bazin ; pour les conditions et le processus Yves Bonny et Marion Carrel.

**Patrick Brun** fait état des points de consensus et en débat qui ressortent du séminaire. Ils seront repris dans la synthèse du séminaire en cours d'écriture.

A titre d'exemples, sur **la thématique des savoirs**, le consensus était de dire que le savoir est un processus autant qu'un produit, qu'il s'ancre dans l'expérience mais ne s'y réduit pas et que les savoirs sont pluridimensionnels (non seulement théoriques, pratiques mais aussi dimensions affectives, émotionnelles...). Sur la thématique **des conditions du croisement**, le consensus s'est établi sur la reconnaissance de l'intelligence de la pensée de chacun, sur la prise en compte nécessaire de l'inégalité des positions qui entraîne des rapports de pouvoir entre les personnes, d'où l'importance des groupes de pairs, de l'animation, de l'accompagnement, d'un évaluateur externe... La rémunération des

personnes en situation de pauvreté non pas au titre du temps passé, mais de la connaissance partagée fait aussi objet de consensus.

Le thème **de la validation** a été beaucoup travaillé et a donné lieu à un accord pour dire que chaque savoir produit sa propre validation (universitaire, professionnelle, milieu de pauvreté). La validation n'est pas purement et simplement scientifique. Chacun produit sa propre validation au sein de la communauté de savoir auquel il appartient et doit présenter les critères de validation de son propre savoir. Ce qui implique la possibilité de croiser ces validations, de les comprendre et de les respecter.

**Les difficultés, les points qui posent question** sont de plusieurs natures. Par exemple, sur les tensions, les conflits que peuvent engendrer les rapports identitaires entre les acteurs du croisement ; la gestion du temps ; la non-communication des langages ; la rigueur de l'organisation, du cadre pour que le croisement puisse se faire ; les risques pour le chercheur de sortir des « canons universitaires » de la science et en particulier quand il donne place à ce qui est appelée une opinion plus qu'un savoir et qui est caractérisé par la subjectivité opposée à ce qui est supposé l'objectivité de la science.

**Lors de la dernière matinée du séminaire**, la décision d'écrire un argumentaire a été prise avec deux orientations :  
- dire l'intérêt des recherches en croisement de savoirs avec des personnes en situation de précarité et de pauvreté et lancer un appel aux chercheurs pour développer ce type de recherches  
- créer un espace collectif de réflexion sur les questions éthiques, méthodologiques et épistémologiques que posent ces recherches participatives, espace qui serait une manière de rompre la solitude des chercheurs qui veulent mettre en œuvre des recherches en croisement des savoirs, mais aussi espace où pourrait être menées des recherches communes.

**Luigi Mosca** présente (sous forme d'un diaporama) sa compréhension des débats « objectivité - subjectivité, validité, connaissance scientifique, plus-value du croisement », au regard de sa propre formation scientifique de physicien, de sa participation à Quart Monde – Université et au séminaire épistémologique.

Quel est le **degré d'objectivité** d'une connaissance que l'on peut obtenir par une recherche dans un domaine donné ?

- dans le domaine des **sciences humaines** : une **objectivité absolue**, c'est à dire une connaissance complète et indépendante de la méthode de recherche adoptée, **est pratiquement impossible à obtenir**

- dans le domaine des **sciences de la nature** : la situation est meilleure, mais **ici également il y a des limites**. Par ex, pour pouvoir développer une connaissance dans le domaine de la microphysique (l'infiniment petit), les physiciens ont dû renoncer à une représentation « déterministe » des phénomènes étudiés et se contenter d'une représentation « probabiliste ».

Le **degré d'objectivité** ne paraît donc **pas un bon critère** pour juger de la **validité** d'une approche de recherche.

Ce qui est essentiel et pertinent est de savoir **dans quelle mesure une méthode de recherche donnée nous rapproche de la connaissance de la réalité**.

Comment évaluer ce « rapprochement » ? Par l'existence d'**une plus-value spécifique à l'approche adoptée**, ce qui nécessite qu'elle soit effectivement expérimentée (validation donc par l'expérience).

Dans le cas du « **croisement des savoirs** », pour Luigi, cette plus-value est de deux ordres :

. l'un concernant le **rôle des participants** à la recherche : les personnes en situation de pauvreté ne sont pas « objets » mais « sujets » et donc « acteurs » dans la recherche

. l'autre concernant **les résultats obtenus**. Dans le livre “Le Croisement des savoirs”, quelques exemples sont significatifs. Par ex, dans le Mémoire “ Famille : le projet familial et le temps ” le concept de “temps en boucles”, dans le Mémoire “ Citoyenneté : Représentation, grande pauvreté ”, l'accord final s'est fait sur l'affirmation que, bien entendu, les plus pauvres doivent être représentés, mais qu'une telle représentation ne doit pas considérer les pauvres comme une catégorie spéciale par rapport à l'ensemble de la société mais qu'ils puissent participer à la représentation de tous et partout, en vue de l'intérêt commun de la société dans son ensemble.

## Présents

**Isabelle Bouyer** : Responsable d'un service d'action sociale à la Mutualité sociale agricole, Reims, alliée ATD Quart Monde.

**Patrick Brun** : Allié ATD Quart Monde, Enseignant chercheur Sciences de l'éducation

**Claire Carbon** : Assistante sociale thérapeute médiatrice en Champagne Ardenne.

**Lise-More Chevalier** : Volontaire ATD Quart Monde, Ateliers du croisement des savoirs

**Denys Cordonnier** : Consultant démarches participatives, Valeur Plus

**Véronique Cormont** : Lille, centre social Mosaïque

**Patricia Cousin** : Association ACEPP, UPP (Université Populaire des Parents), Avranches

**Bruno de Goër** : Médecin à l'hôpital de Chambéry

**Marianne de Laat** : volontaire ATD Quart Monde, Ateliers du croisement des savoirs

**Laurence d'Harcourt** : juge, alliée ATD Quart Monde, Paris

**Vincent Divoux** : Directeur du centre socio-culturel des 3 cités à Poitiers

**Claude Ferrand** : volontaire ATD Quart Monde, responsable du Réseau Participation, Croisement des savoirs

**Gilles Feyaerts** : Observatoire de santé et du social de la Région de Bruxelles

**Pascal Gentil** : doctorante autour de l'intelligence collective, Rennes

**Christophe Géroutet** : Délégué national ATD Quart Monde France

**Marie-Aleth Grard** : Délégation nationale d'ATD Quart Monde France

**Noëllie Greiveldinger** : Pôle de Ressources Développement Social des Pyrénées orientales

**Claude Hooge** : alliée ATD Quart Monde, groupe Grand Ouest du croisement des savoirs

**James Jaboureck** : Volontaire ATD Quart Monde, Centre International Joseph Wresinski à Baillet (95)

**Marguerite Kamara** : cadre ASE, Conseil Général des Côtes d'Armor.

**Pascal Lallemand** : Délégation nationale ATD Quart Monde France

**Françoise Leclerc** : Auxerre, pôle formation d'ATD Quart Monde

**Hervé Lefeuvre** : Volontaire ATD Quart Monde, Ateliers du croisement des savoirs

**Luigi Mosca** : Physicien, Paris, Participe au croisement des savoirs depuis le début (Quart Monde - Université)

**Emmanuelle Murcier** : Déléguée ACEPP – UPP (Université Populaire des Parents)

**Frédéric Penaud** : Cadre de l'action sociale en Côte d'Or

**Laurence Potié** : Lyon, MRIE

**Xavier Pousset** : Lyon, Directeur de l'ARTAG qui travaille auprès des gens du voyage,

**Françoise Rahard** : Chambéry, Réseau des Accorderies.

**Suzanne Rosenberg** : Compagnon de route du croisement des savoirs et des pratiques

**Régis Sécher** : Directeur centre de formation continue de travail social dans les pays de la Loire

**Laurent Sochard** : Psycho sociologue. Responsable du pôle enfance CNFPT, Angers

**Emmanuelle Soumeur** : Centre de ressources Résoville à Nantes, politique de la ville en Bretagne et Pays de la Loire

**Frédéric Subbiotto** : Volontaire ATD Quart Monde. Ateliers du croisement des savoirs

**Maria Théron** : militante ATD Quart Monde, Reims

**Streng Truong** : Volontaire ATD Quart Monde, Lille

**Albert Ugarte** : Volontaire ATD. Ateliers du croisement des savoirs

**Denise Ventelou** : Tarn et Garonne à Villeneuve sur Lot

**Jean-Maurice Verdier** : universitaire émérite, juriste, participe au Croisement des Savoirs depuis le début (Quart Monde - Université)

**Anne Vinerier** : Présidente du Mouvement de la chaîne des savoirs de Touraine, association née de la lutte contre l'illettrisme, démarche participative de co-construction